

soyons pas obligés de dire à nos alliés que nous devons nous occuper d'abord de nos propres besoins économiques alors qu'eux s'occupent, à une échelle plus grande, de la défense continentale. Il y a sûrement là pour nous une leçon de choses: tout témoigne de la nécessité de s'écarter de la norme habituelle des pourcentages fondés sur les chiffres de la population relativement aux besoins de la défense et l'occasion se présente d'en arriver à une norme plus pratique. Somme toute, nos alliés au sud jouissent d'un niveau de vie plus élevé que le nôtre, bien que leur structure fiscale de base soit au même niveau, sinon moins élevée. Or s'ils parviennent à tenir l'ensemble de leurs engagements tout en gardant assez d'argent pour dominer le marché des placements de capitaux sur une pareille échelle dans notre pays et ailleurs, il est temps que nous déclarions qu'il nous est désormais impossible de supporter le fardeau de certaines dépenses auxquelles nous faisons face pour la défense.

Je m'interromprai ici pour préciser que je ne prétends pas que ces gens manquent tant soit peu de générosité, qu'ils n'aient pas grand cœur. Ils ont fait tout leur possible, tout ce qu'on peut acheter avec de l'argent pour fournir ces installations. Mais rien n'indique qu'ils soient jamais prêts à acheter des établissements manufacturiers des autres pays afin de nous assurer la protection dont nous avons besoin. Je dirai au premier ministre que nous avons peut-être atteint le point où il y a lieu de formuler ce genre d'observations.

Il est difficile pour nous de choisir. J'ai vu dans ma vie beaucoup de pays maintenir leur indépendance politique, même après avoir perdu une guerre, mais je n'ai jamais vu de nation conserver cette indépendance politique quand elle n'avait plus la haute main sur sa propre économie.

Il est clair que le gouvernement est au courant de ces problèmes. Notre parti a été élu parce qu'il a promis d'aller de l'avant, de s'attaquer avec vigueur et énergie aux problèmes canadiens actuels et de redonner à Ottawa une atmosphère de saine réflexion. Le premier ministre entend que son gouvernement réponde aux besoins urgents de la population sur les plans social et économique. Nous reconnaissons que les besoins et le rythme d'accroissement de la population canadienne exigent un programme dynamique. C'est un programme de ce genre que nous expose le discours du trône. Si j'ai pu constater quelque chose ici, c'est que les crises de protestation et le recours à des expressions outrées, celles de "barons pillards" et "manque de sincérité", par exemple, sont incontestablement attribuables au fait que le

[M. Hamilton (York-Ouest).]

discours du trône a complètement désarmé les membres de l'opposition. Je vous ai dit quels sont les problèmes; écoutez maintenant les solutions. Elles sont ici sous une forme concise. Nous avons parlé des problèmes inhérents aux affaires extérieures. Écoutez le discours du trône:

Les premiers ministres des pays du Commonwealth se sont réunis à Londres en juin dernier.

Un autre passage se lit ainsi:

Les ministres des Finances se sont réunis à Mont-Tremblant. Ils ont dressé des plans d'une conférence commerciale et économique du Commonwealth, pour l'an prochain.

**L'hon. M. Pickersgill:** En 1959.

**M. Hamilton (York-Ouest):** Quel changement!

**L'hon. M. Pickersgill:** Un ordre du jour secret.

**M. Hamilton (York-Ouest):** Je suis content de voir que vous vous réveillez. Il y a 22 ans que vous dormez. Jetons un coup d'œil sur les en-têtes des journaux. Quel changement par rapport à ceux des dix dernières années. Quel changement depuis la crise de Suez! Maintenant qu'on parle d'une crise en Turquie et en Syrie que voyons-nous? Les journaux imprimant en caractères gras:

MacMillan part en avion aux États-Unis pour parler avec Eisenhower. Diefenbaker et le Président ont un échange de vues.

Il est regrettable, monsieur l'Orateur, qu'il n'y ait pu avoir de conférence de ce genre avant Suez.

**Une voix:** Vous n'avez jamais demandé qu'il y en ait.

**L'hon. M. Pickersgill:** Nous les avons arrangés!

**M. Hamilton (York-Ouest):** Vous l'avez certainement fait.

**L'hon. M. Pearson:** Il s'agit d'une citation.

**M. Hamilton (York-Ouest):** Écoutez-moi cet arrangeur, le député de Bonavista-Twillingate (M. Pickersgill). De tout le monde à la Chambre, c'est l'arrangeur par excellence, l'"arrangeur" de tous les temps.

Voici le reste de la réponse. Je cite le texte suivant, extrait du discours du trône:

En ce qui concerne les affaires intérieures, mes Ministres se préparent à prendre contact, le mois prochain, avec les chefs des gouvernements provinciaux pour discuter de relations d'ordre fiscal et chercher à obtenir une meilleure intelligence et un meilleur règlement de certains aspects de nos finances publiques.

**M. Habel:** Cela vous donnera bien des maux de tête.